

# Analyse du processus de transformation du dispositif national de formation agricole et rurale à Madagascar

## Résumé



A Madagascar, la politique de développement agricole et celle de formation agricole et rurale (FAR) ont constitué des préoccupations constantes depuis l'indépendance. On peut à ce sujet distinguer quatre périodes de transformation du dispositif national de FAR depuis 1960. Mais dans l'ensemble, les besoins en ressources humaines pour mettre en œuvre les politiques agricoles n'ont pas été formellement explicités. Les investissements dans la FAR ont été insuffisants et insuffisamment coordonnés. Cela est notamment dû au fait qu'il n'y a pas eu de prise de position concrète de la part de l'Etat pour mettre en œuvre la transformation du dispositif malgache. Au final, les problématiques, les orientations et les bilans de la FAR depuis le milieu des années 1980 sont restés très proches, voire identiques, tandis que les problèmes de pauvreté et d'emploi en zones rurales se sont aggravés et les enjeux se sont considérablement amplifiés.



Des évolutions importantes ont toutefois marqué le paysage de la FAR ces cinq dernières années avec, primo, la création en 2009 au ministère de l'Agriculture d'un Service de la Formation Agricole et Rurale (SFAR) chargé d'assurer l'élaboration entamée en 2007 et la mise en œuvre de la Stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR); secundo, toujours en 2009, la définition d'une Stratégie de Services aux Agriculteurs (SSA) comme cadre de prise en charge des besoins en conseil et en formation des exploitants agricoles en activité.



La SNFAR a finalement été conçue en 2010-2011 et validée en conseil du gouvernement en 2012. Cette stratégie vise la rénovation concertée et coordonnée des dispositifs de FAR, notamment ceux liés aux initiatives privées qui sont très nombreuses. Les jeunes ruraux, les responsables professionnels ainsi que les agents et techniciens de « terrain » constituent les principaux publics cibles. La SNFAR se donne aussi l'objectif de clarifier les rôles des différentes parties prenantes œuvrant dans ce secteur. Elle s'appuie sur un outil financier principal, le Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD) du Fond International de Développement Agricole (FIDA) prévu sur une durée de dix ans (2012-2022) avec la contribution d'autres bailleurs pour un total de fonds prévus de 64 millions de dollars US.

Document réalisé par Igor Besson reprenant l'étude commanditée par le réseau international FAR à **Serge Bene**, consultant de Bourbon Madagascar, Antananarivo

Conception : Igor Besson avec l'aide d'Evelyne Galtier  
Directeur de collection : Pierre Blaise Ango  
Crédits photographiques : Serge Bene, Igor Besson  
Remerciements à S. Bene et M. Wojewoda pour leur relecture

**Association Réseau international FAR**

1101, av. Agropolis - B.P. 5098  
34033 Montpellier Cedex 01 - France  
Tél. : + 33(0) 4 67 61 70 22 / 70 61 / 70 63  
Fax : +33 (0)4 67 70 70 67  
Mèl : [far@agropolis.fr](mailto:far@agropolis.fr)  
Site Internet : [www.reseau-far.com](http://www.reseau-far.com)

**Cette étude a été financée en partenariat avec l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)**

Depuis l'indépendance en 1960, la politique agricole de l'Etat malgache a été articulée autour de trois idées force : l'autosuffisance et/ou la sécurité alimentaire ; la prolongation des chaînes de valeur pour structurer un secteur agro-industriel ; l'amélioration des conditions de vie des ruraux. Différentes conceptions stratégiques du développement agricole ont été testées mais avec des succès mitigés. Dans les faits, les politiques et programmes de développement agricole et rural ne sont pas traduits par un effort coordonné et ordonné de reformulation des besoins de ressources humaines induits en stratégies, programmes et actions de formation agricole et rurale (FAR).

Ainsi, la croissance de la production agricole est globalement restée inférieure à celle de la démographie depuis cinquante ans et le niveau de vie des ruraux s'est sensiblement dégradé, ce de façon irrégulière car les périodes de croissance ont alterné avec celles de stagnation.

En 2009, le pays a commencé la **rénovation de son dispositif de formation professionnelle agricole**, ce qui s'est traduit notamment par, d'un côté, l'élaboration d'une stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) validée en avril 2012 en conseil de gouvernement et de l'autre, la volonté de son opérationnalisation dans le cadre du programme FORMAPROD (« Formation professionnelle et amélioration de la productivité agricole ») soutenu par le FIDA<sup>1</sup> en association avec d'autres partenaires techniques et financiers (PTF). FORMAPROD a été officiellement lancé en décembre 2012 pour une durée de dix ans et un budget mobilisé de 64 millions d'USD. C'est pourquoi Madagascar a été choisi par le réseau FAR pour faire partie des trois pays de l'*Analyse comparée des processus de mise en œuvre et de transformation des dispositifs de formation agricole et rurale dans trois pays d'Afrique* (cf. **encadré** ci-contre)<sup>2</sup>.

Il faut néanmoins savoir que la dynamique de changement – autrement dit, l'histoire de la rénovation du dispositif de formation agricole et rurale à Madagascar –, a commencé avec l'indépendance du pays avec quatre phases identifiées dont celles en cours depuis 2007.

<sup>1</sup> Fonds International de Développement Agricole, une institution spécialisée faisant partie du système des Nations unies.

<sup>2</sup> La méthodologie de l'étude est explicitée en fin de ce document. On y trouvera aussi une carte des zones géographiques visitées.

## Précisions sur l'étude

*La présente étude a été commanditée en mai 2011 par le Réseau international FAR et fait partie d'une analyse comparée de la situation dans trois pays membres du réseau : le Cameroun, le Maroc et Madagascar. En effet, il a semblé pertinent, au moment où ces trois pays étaient en cours de transformation de leurs dispositifs nationaux de FAR, d'en analyser les processus en cours et de mettre en évidence les éléments « variants » et « invariants » à travers une analyse fine des trois exemples étudiés. Rappelons qu'un des objectifs majeurs du Réseau international FAR est de favoriser les échanges sur les problématiques de rénovation des dispositifs de formation.*

*Cette étude est donc une capitalisation dans le sens où l'objet est de synthétiser des informations utiles « pour aujourd'hui, pour demain et pour tous » (selon l'expression de Pierre de Zutter, Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital, FPH, Paris, 1994). Elle vise en particulier à :*

- (i) Reconstituer et analyser les grandes étapes du processus de rénovation du système de FAR, dont la situation actuelle,*
- (ii) Apprécier le processus de la construction de la demande socioprofessionnelle et son articulation avec un système d'offres adéquat (espace de dialogue et de co-construction, négociation, accessibilité, etc.).*
- (iii) Analyser le dispositif actuel et les modalités de sa gouvernance (quelles sont les organisations concernées et les indicateurs qu'elles utilisent ; comment la société civile est représentée ; les producteurs et productrices sont-ils impliqués ; quels sont les débats en cours et comment est articulée la réforme avec, par exemple, les Stratégies de Développement du Secteur Rural, les Stratégies pour la Croissance et l'Emploi, etc.).*

*L'ensemble de l'étude est disponible sur le site du réseau FAR.*

## Historique rapide des politiques de formation agricole et rurale

L'enseignement agricole formel malgache a plus d'un siècle si on considère ses débuts à la création en 1903 du Centre des Dresseurs de Bœufs à Nanihana (quartier d'Antananarivo) qui deviendra la première Ecole Pratique d'Agriculture (EPA) en 1915. Les dix EPA formaient 300 contremaîtres par an en 1950.

Durant les années 1960, l'Etat a focalisé sa politique agricole sur l'augmentation de la superficie et de la

productivité rizicole (« Opération de Production Rizicole ») en développant de vastes périmètres irrigués. Un effort important a été consenti sur la formation de cadres nationaux pour mettre en œuvre cette politique. La FAR a alors connu un réel essor entre 1962 et 1972 avec la création d'une Direction de l'Enseignement Agricole (DSA) au sein du ministère en charge de l'agriculture puis l'élaboration d'un Plan de développement de l'enseignement agricole. Le dispositif public comprenait alors 13 établissements (cf. **tableau** en fin de document).

De 1972 à 1981, le pays a traversé un épisode « révolutionnaire ». Une réforme agraire est notamment impulsée et des coopératives socialistes sont installées sur l'ensemble du territoire mais aucun effort n'a réellement été consenti dans la formation de responsables professionnels du mouvement coopératif<sup>3</sup>. A partir de la fin de la décennie 1970, les établissements publics formaient quasi exclusivement des fonctionnaires que l'Etat éprouvait des difficultés à recruter.

La série de Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) dans les années 1980 et 1990 marquent un changement de paradigme : les sortants du système ne sont plus destinés à servir les services de l'Etat, mais à devenir des entrepreneurs agricoles ou à accompagner les différents programmes visant à déléguer au secteur privé le développement agricole. Différentes stratégies ont alors été élaborées : *Schéma Directeur de l'Enseignement Professionnel Agricole* (1985), *Stratégie d'Enseignement et de Formation Agricole* (1994), restructuration de l'enseignement et de la formation agricole en 1999-2000 (volet spécifique du Programme de Restructuration de l'Enseignement et de la Formation Techniques/PREFTEC), et enfin rénovation du dispositif national à partir de 2005 à l'initiative du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) maintenant éclaté en trois ministères.

Ces trois stratégies successives en une quinzaine d'années montrent de fortes similitudes de diagnostics et de recommandations dont peu ont été mises en œuvre. Ces recommandations sont en résumé :

- la mise en place de mécanismes institutionnels de pilotage et de gestion de la FAR (développement des capacités de planification et gestion des ressources humaines du secteur agricole),
- l'émergence de la demande de formation,
- l'adaptation de l'offre à la demande de forma-

<sup>3</sup> Ces entreprises n'étaient en fait pas gérées. Une part importante des ressources générées par le secteur agricole n'a pas été réinvestie dans le développement de la production et a profité aux notables locaux qui représentaient le parti.

- tion exprimée et potentielle,
- la mise en place de mécanismes de financement pérennes.

Cela dit, force est de constater qu'en dépit de ces « intentions », le pays ne s'est pas muni de réels instruments de politique de formation agricole et rurale. Le volet « formation » a été inséré au sein de politiques plus larges, sans réellement faire l'objet d'une attention spécifique. Le nombre d'établissements et le nombre de formés – à l'exception de l'enseignement supérieur – n'ont pas progressé de manière remarquable. Ainsi, au cours de cette troisième phase de rénovation du dispositif national de FAR débutée en 1985, les actions ont été très en deçà des besoins du secteur agricole, principal employeur du pays<sup>4</sup>. On peut d'ailleurs faire le même constat en ce qui concerne les actions menées dans le domaine de la formation professionnelle en général<sup>5</sup> avec un déficit patent de personnes formées dans différents secteurs économiques.

Des démarches intéressantes ont toutefois été initiées, principalement par les acteurs non étatiques (organisations non-gouvernementales/ONG, organisations confessionnelles, secteur privé...) mais elles ne sont pas coordonnées, ni inscrites dans un cadre institutionnel et budgétaire qui pourrait garantir leur adaptation à de nouvelles réalités et leur pérennité

Enfin, il est utile de souligner concernant l'ensemble des trois périodes que **les différentes stratégies de transformation du dispositif de FAR depuis cinquante ans se réfèrent toujours à des politiques agricoles et rurales**. Ainsi les plans quinquennaux se sont achevés au cours des années 1990 pour laisser place à un *Document Cadre de Politique Economique* (DCPE) puis au *Plan d'Action pour le Développement Rural* (PADR) en 1998 suivi d'un *Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté* (DSRP) en 2001. Il n'y a pas à proprement parler de déconnexion entre la politique de développement agricole et celle de formation agricole, mais la question de l'existence d'une politique agricole elle-même cohérente et globale demeure.

<sup>4</sup> Seulement 3 établissements publics de formation agricole et 12 privés sur les 74 établissements publics et environ 400 privés que compte le sous-secteur de l'EFTP.

<sup>5</sup> Le sous-secteur de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) représente moins de 6 % des effectifs d'élèves inscrits dans l'enseignement secondaire. En 2006, seulement 0,8 % du budget total dévolu à l'éducation est consacré à l'EFTP, alors qu'il représentait 5,75 % en 2000. L'EFTP a été confronté à de nombreux changements de tutelle ainsi qu'à la scission entre plusieurs ministères. Il a rarement pu jouer son rôle transversal. Depuis 2010, il bénéficie à nouveau d'un ministère à part entière.

## Evolutions récentes et constat général actuel

Aujourd'hui, le dispositif national de formation agricole et rurale est éclaté au sein de plusieurs ministères, ce qui rend le pilotage de sa politique délicat. Les structures de formation se créent sans réel contrôle. Certaines souffrent de problèmes récurrents de financement et tournent au ralenti. L'efficacité du système est faible, les remises en question pédagogiques sont rares. La tendance à former plus de cadres que de techniciens de terrain subsiste (cf. **représentation schématique** en p. 5).

Le fonctionnement en mode cloisonné des institutions de développement rural et l'absence de mécanismes sécurisés - et pérennes - de financement de la formation constituent des freins puissants à l'innovation pédagogique. Les institutions limitent les investissements qu'imposeraient les adaptations nécessaires au fonctionnement du système : supports pédagogiques, recyclage des cadres, internats des jeunes...

Ce constat général renvoie à l'absence jusqu'à très récemment, en 2012, d'une stratégie nationale de FAR acceptée par les principaux acteurs. Cette situation est illustrée par le fait que les relations entre les institutions de développement (secteur privé, projets, ONG, administration....) et les institutions de formation ne sont pas formalisées, ni considérées comme nécessaires. Il en a résulté une absence de « vision » des ressources humaines dont le pays aura besoin pour conduire son développement ainsi que, par exemple, l'inadaptation des référentiels métiers et un déphasage croissant de l'offre de formation par rapport aux besoins.

Des évolutions importantes ont cependant marqué le paysage de la FAR ces dernières années. Ce sont :

- l'harmonisation des programmes d'enseignement agricole supérieur (système « LMD »), à partir de 2007 ;
- la mise en place d'un Service de la Formation Agricole et Rurale (SFAR) en 2009, rattaché directement au Secrétariat général du ministère de l'Agriculture, en charge d'assurer l'élaboration et la mise en œuvre de la SNFAR ;
- la Stratégie de Services aux Agriculteurs (SSA) élaborée aussi en 2009 afin de définir un cadre de prise en charge des besoins en conseil et en formation des exploitants agricoles en activité ;
- la création du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (METFP) en 2010, dont la mission première est de définir des normes, d'harmoniser la régle-

mentation en matière d'ETFP ainsi que les curricula de formation en lien avec les exigences internationales ;

- la mise en place en 2012 dans le cadre du programme FORMAPROD du Conseil National de la Formation Agricole et Rurale (CNFAR) qui devrait permettre de résorber les clivages interministériels et faciliter les rapprochements inter professionnels.

Précisons que la SNFAR est définie autour de quatre axes principaux :

- le développement de la capacité de pilotage du dispositif national ;
- le renforcement des actions intersectorielles ;
- le soutien des expériences structurantes dans les régions ;
- la mise en place d'un mécanisme durable de financement.

Cela étant, on peut aussi mentionner que la SNFAR ne s'articule pas à une politique agricole globale puisqu'elle n'existe pas<sup>6</sup> mais à des stratégies intra-sectorielles (services aux agriculteurs, dispositif de formation professionnelle, etc.). Comme dans les périodes précédentes, elle est donc adossée à des politiques agricoles, sans analyse approfondie des ressources humaines que leur mise en œuvre nécessiterait, ni moyens appropriés.

La période actuelle devrait marquer la transformation du dispositif national de FAR. La mise en œuvre de cette stratégie s'appuie dorénavant sur un outil financier principal, le programme FORMAPROD du FIDA. D'autres PTF accompagnent ce processus de rénovation : l'Agence française de Développement (AFD) par la mise à disposition d'une assistance technique internationale et l'UNESCO par le cofinancement d'un volet spécifique concernant les besoins des déscolarisés qui représentent un enjeu particulièrement important pour le pays.

De plus, le projet actuel de relance de la vulgarisation agricole à travers la Stratégie de Services aux Agriculteurs (SSA) et par le biais du Programme National « Centre de Services Agricoles » (CSA) est un dispositif qui devrait favoriser la formation des producteurs sur la base de l'expression de leurs demandes. Les services à fournir aux agriculteurs seront de nature très diverses mais devront être principalement motivés par le renforcement des performances des exploitations de façon à les rendre viables : conseils technique, économique, juridique, diffusion d'informations sur les marchés, gestion et

<sup>6</sup> En effet, le Programme Sectoriel Agricole (PSA) en phase d'élaboration depuis 2007 n'a jamais été achevé.

comptabilité, organisation des producteurs pour une meilleure commercialisation, etc.

## Des points à prendre en compte dans la transformation en cours

Ces initiatives récentes démontrent une volonté réelle de coordination et d'effort. Cinq points au moins méritent d'être pris en compte dans le futur.

### (i) La nécessité d'une ligne directrice

Le dispositif national de FAR doit s'inscrire dans le cadre d'une politique agricole qui s'articule aux orientations des autres secteurs d'activités concernant les jeunes ruraux. L'agriculture n'est plus en mesure d'absorber la totalité des jeunes ruraux en âge de travailler.

### (ii) Un cadrage indispensable

Tous les besoins ne peuvent être pris en compte simultanément. La formation initiale reste le chantier de fonds car elle constitue un levier puissant de développement du secteur, en particulier pour la mise en œuvre de la Stratégie de Services aux Agriculteurs (SSA). Elle concerne en particulier la forma-

tion au métier d'agriculteur et la formation des techniciens de différents niveaux (dont la formation de formateurs), ainsi que leur recyclage. Le dispositif devrait être centré sur le développement de l'exploitation agricole, en lien avec celui d'une meilleure organisation des filières stratégiques pour l'économie du pays.

### (iii) Des moyens

Des mécanismes de financement appropriés de la FAR doivent être définis, en lien avec ceux du Programme Sectoriel Agricole (PSA) et de la SSA. Ils doivent assurer la continuité des établissements et stimuler leur capacité d'innovation pédagogique en lien avec l'évolution de la demande.

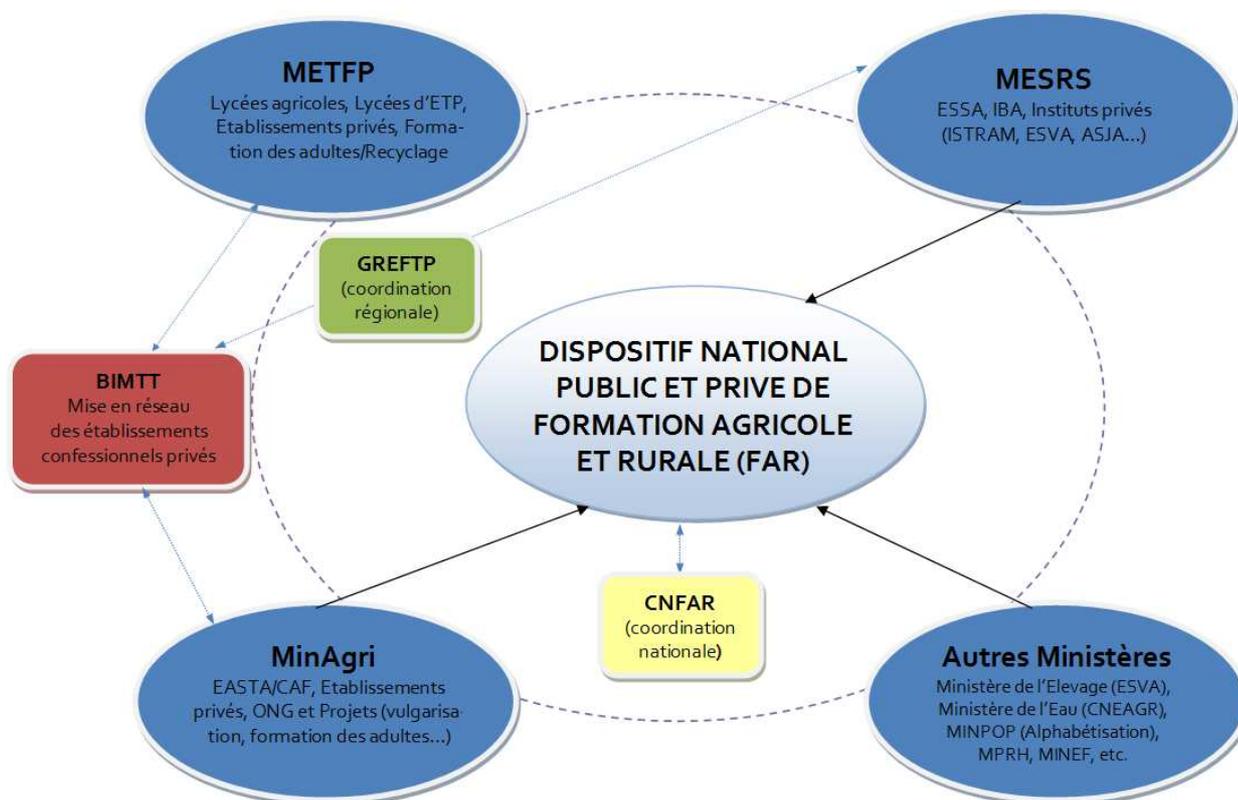
### (iv) Un référentiel de travail commun

Il est nécessaire de clarifier le cadre institutionnel et juridique de la FAR pour en simplifier l'organisation et la gestion ainsi qu'améliorer la coordination entre les acteurs.

### (v) Une adéquation offre-demande forte et réaliste

La réponse aux besoins de formation doit pouvoir atténuer avec pragmatisme les problèmes de développement et d'emploi des populations rurales.

## Représentation schématique du dispositif de formation technique et professionnelle agricole et rurale à Madagascar



**Abréviations concernant les Ministères (ellipses) :** METFP : Enseignement Technique et Formation Professionnelle - MESRS : Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique - MinAgri : Agriculture - MINPOP : Population et Affaires sociales - MRHP : Ressources Halieutiques et Pêches - MINEF : Environnement et Forêts.

**Autres abréviations importantes (rectangles) :** BIMTT : Bureau de Liaison des Formateurs Ruraux - CNFAR : Conseil National de la FAR - GREFTP : Groupements Régionaux des Etablissements de Formation Technique et Professionnelle - **Les abréviations concernant les établissements sont à rechercher en début de rapport d'étude (volume 1).**

# Quelques commentaires sur l'étude

L'appareil éducatif agricole public malgache se caractérise aujourd'hui par son isolement par rapport au milieu professionnel et aux autres parties du système éducatif national, par son morcellement entre plusieurs ministères de rattachement, et surtout par un très faible nombre de formés et un déséquilibre des flux en faveur des niveaux supérieurs de formation aux dépens des techniciens et des producteurs. Inversement ou presque, les dispositifs privés, associatifs et confessionnels, sont nombreux et multiples, agissant parfois de manière autonome, une partie étant rattachée au ministère chargé de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, une autre au ministère en charge de l'agriculture.

Le projet actuel de relance de la vulgarisation agricole à travers la Stratégie de Services aux Agriculteurs (SSA) et par le biais du Programme National Centre de Services Agricoles (CSA) est un dispositif qui devrait favoriser la formation des producteurs sur la base de l'expression de leurs demandes. Les services à fournir aux agriculteurs seront de nature très diverses mais devront être principalement motivés par le renforcement des performances des exploitations, de façon à les rendre viables : conseil technique, conseil économique, diffusion d'informations sur les marchés, conseil de gestion, comptabilité des exploitations, conseil juridique, conseil en organisation (structuration des producteurs pour une meilleure commercialisation et groupements).

Enfin, la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) validée récemment – après la fin de l'étude – vise à donner un cadre général et cohérent au développement du dispositif de FAR, à clarifier les rôles des parties prenantes et à définir des axes stratégiques et des priorités d'action. Elle a été préparée en 2010-2011 sous l'égide du ministère de l'Agriculture avec l'implication des grands groupes d'acteurs (les professionnels, les institutions, le secteur privé) et des partenaires techniques et financiers (bailleurs, programmes et projets).

Etudier la dynamique et les stratégies d'acteurs de la FAR à Madagascar est un sujet sensible avec une répartition certaine des prérogatives concernant la coordination des formations rurales. De plus, chaque catégorie d'acteurs, même les principales (c'est-à-dire avec les ministères sectoriels, les ministères transversaux, l'enseignement privé, l'enseignement supérieur, les organisations paysannes, les collecti-

tivités locales...), ne représentent pas toujours des intérêts uniformes. Par exemple, lors de l'atelier de concertation nationale sur la FAR en janvier 2010 à Antananarivo auquel a assisté le réseau international FAR, les participants avaient indiqué leurs attentes : le « privé » avait dit qu'il voulait le rester et avoir une tutelle, les Maisons Familiales Rurales (MFR) avaient défendu leur vision avec les parents agriculteurs en charge du dispositif...

La présente étude se situe à une période charnière de la FAR à Madagascar. Le consultant a fait un très utile retour sur le passé qui ne semble pas si lointain en matière de diagnostic. Il a décrit d'abord l'évolution des politiques agricoles et rurales depuis l'indépendance en 1960 avec autant de périodes que de décennies, la plupart entrecoupées de crises politiques majeures (1972, 1991, 2001-2002, depuis 2009)<sup>7</sup>. Il propose ensuite une histoire succincte de l'enseignement agricole et il identifie quatre phases de réflexion stratégique sur cette question, à savoir le Plan de développement de l'enseignement agricole en 1964, le Schéma directeur de l'enseignement professionnel agricole en 1985, la Stratégie d'enseignement et de la formation agricole en 1994, et dernièrement depuis 2007, la SNFAR en cours d'élaboration. Enfin, si le consultant nous apprend que la formation agricole et rurale a constitué une préoccupation quasi constante pour les décideurs politiques depuis les années 1960 avec un certain essor suite au plan de 1964, force est aussi de constater que l'effort initial a fait long feu et que les schémas successifs et autres stratégies ne se sont pas concrétisés dans les faits. En pratique, les différents bilans depuis le milieu des années 1980 ont des conclusions proches et insistent notamment sur la mise en place de mécanismes institutionnels de pilotage et de gestion de la FAR, sur l'adaptation de l'offre à la demande de formation exprimée et potentielle et sur la mise en place de mécanismes pérennes de financement. Mais évidemment la situation a nettement changé et s'est, en l'occurrence, largement détériorée en cinquante ans avec une croissance de la production agricole restée globale-

<sup>7</sup> Ces cinq périodes sont :

- l'Opération de Production Rizicole (OPR) avec le riz comme enjeu prioritaire pour le développement rural (1960-1972)
- la politique « révolutionnaire » des années (1972-1981)
- l'ajustement structurel (1982-1992)
- l'ajustement structurel renforcé (1992-2000)
- la libéralisation intégrale de l'économie (années 2000).

ment inférieure à celle de la démographie et un niveau de vie des ruraux qui s'est nettement dégradé. Il suffit de penser que le pays n'assure pas sa sécurité alimentaire avec une population à 80 % agricole, ce qui veut dire pratiquement qu'en moyenne, un couple d'agriculteurs malgache et deux dépendants n'arrivent même pas à nourrir eux-mêmes et une cinquième personne...

Enfin, clôturons ces commentaires en mentionnant l'existence de deux documents disponibles sur le site du réseau FAR :

- L'analyse économique détaillée des coûts de formation de treize centres à Madagascar réalisée en 2010 par le réseau FAR dans le cadre d'une étude des dispositifs et des systèmes de financement. Tous les niveaux de formation y sont représentés, de l'alphabétisation au « Master Pro » en passant par la formation initiale aux métiers et la formation continue des agriculteurs. C'est aussi une base substantielle de travail en ce qui concerne le contexte général du pays et l'environnement institutionnel de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (*Les dispositifs et les systèmes de financement de la formation professionnelle et technique agricole et rurale. Enquête sur treize centres de formation à Madagascar*, octobre 2011, par Claude Laroche, 4 volumes).
- La restitution de la présente étude organisée par le réseau FAR malgache – FARMADA – sous forme d'un atelier d'une journée en octobre 2010 à l'Ecole d'Application des Sciences et Techniques Agricoles (EASTA) d'Analamamalotra près de Toamasina. Cela a été l'occasion de



questions et d'un débat qui ont servi pour la rédaction de la version finale de l'étude. Le compte rendu est inclus dans les *Documents de restitution des études* (juillet 2012, coordonné par Igor Besson, volume 6 de la présente série).

## Éléments de méthodologie de l'étude

La méthodologie d'étude a principalement consisté en **une analyse rétrospective de l'adéquation offre/demande de formation et des facteurs qui ont pu influencer positivement ou négativement sur la nature de l'équilibre** : contexte général du secteur, politiques, cadre réglementaire, clarté ou confusion institutionnelle, décentralisation, financement...

Le champ d'application de l'étude concerne les quatre principaux secteurs du développement agricole et rural : l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'environnement.

Il s'est agi en particulier d'apprécier l'adéquation

offre/demande de formation au niveau :

- de l'évolution de la demande (ministères, organisations de producteurs/organisations professionnelles agricoles, secteur privé, ONG, projets, entrepreneurs...);
- de l'évolution de l'offre (établissements de formation privés/publics, projets, services d'appui, organisations de producteurs/Coopératives, opérateurs de vulgarisation/conseil, ONG...);
- des acteurs et facteurs influant sur les différentes composantes d'une politique de FAR (ministères, PTF, ONG...).

## Récapitulatif des grandes étapes de transformation du dispositif de formation agricole et rurale à Madagascar

Période	Cadre institutionnel	Priorités stratégiques	Observations
1962	Création de la Direction de l'Enseignement Agricole (DSA) au ministère en charge de l'Agriculture		
1964-1968	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan de développement de l'enseignement agricole</li> <li>- Mise en place du SEFA (Service de l'Enseignement et de la Formation Agricole) en remplacement de la DSA</li> </ul>	Besoins en ressources humaines des administrations rurales, des grands projets et de l'animation rurale	3 Lycées agricoles 8 Collèges Agricoles 1 Centre d'Apprentissage et de Formation (CAF) 1 Ecole Supérieure d'Agriculture Tropicale
1972	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Crise de la formation agricole (1 700 formés par an, un effectif supérieur aux besoins de l'Etat, quasi unique employeur)</li> <li>- Priorité donnée aux collèges agricoles dans le but de « former des paysans modernes »</li> </ul>		
1985	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Schéma directeur de l'Enseignement Professionnel Agricole (Diagnostic de la FAO)</li> <li>- Mise en place du SERFA (Service chargé de l'Enseignement, du Recyclage et de la Formation Agricole) pour la coordination des activités pédagogiques, administratives et le financement des activités de formation et de production des écoles</li> </ul>	Former des techniciens agricoles, ouvrir la formation largement au paysannat	Création des Ecoles d'Application des Sciences et Techniques Agricoles (EASTA) Développement du réseau de Lycées Agricoles
1994	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégie d'Enseignement et de Formation Agricole (PREFTEC/Programme de Restructuration de l'Enseignement et de la Formation Techniques, Etude de BEST-CINAM)</li> <li>- Mise en place du CEFA (Cellule d'Exécution du programme de restructuration de l'Enseignement et la Formation Agricoles)</li> </ul>	Stratégie d'Enseignement et de Formation Agricole (EFA) comme complément de la stratégie sectorielle d'EFTP Accent sur l'adéquation offre-demande, l'importance de l'éducation de base, l'efficacité, le financement, et le pilotage	Professionnalisation et spécialisation des EASTA (avec la création des EASTA PRO : Ecoles d'Application des Sciences et Techniques Agricoles, et de Promotion Rurale)
1998-2000	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ajustement structurel : amorce du désengagement de l'Etat, désintérêt croissant des jeunes</li> <li>- Passage d'une démarche « top down » à une démarche ascendante</li> <li>- Responsabilisation du secteur privé et des organisations professionnelles</li> </ul>		
2007-2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude préparatoire à la rédaction du document de SNFAR (Etude de BEST-CIEPAC)</li> <li>- Mise en place du SFAR</li> </ul>	Reconduction constats globaux Prise en compte d'innovations (formation au métier, formation des leaders...)	

*Source : Synthèse bibliographique effectuée par Serge Bene*

Trois zones géographiques représentatives des spécificités régionales et disposant d'un référentiel d'analyse utile ont été privilégiées (cf. **carte**, p. 7) :

- Matsiatra Amboni et Amaroni' Mania (Hautes Terres, forte implantation des ONG...),
- Atsinanana (côte Est, zone des cultures d'exportation, forte présence du secteur privé...),
- Boeni et Sofia (Nord-Ouest, zones de grandes cultures, d'élevage et de pêche...).

Il faut savoir que ce choix des zones et des institutions visitées ou enquêtées complète les investigations réalisées dans le cadre de l'étude sur les coûts de centres de formation et sur le financement de la FAR réalisée à Madagascar en 2010 également à la demande du réseau international FAR<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> Les dispositifs et les systèmes de financement de la formation professionnelle et technique agricole et rurale à Madagascar (voir quelques commentaires sur l'étude à la page précédente).

Les deux questionnaires conçus - l'un concernant la demande, l'autre l'offre<sup>9</sup> - ont servi à interroger 79 personnes et représentants d'institutions sélectionnées. Ces interviews ont été complétées par une exploitation documentaire dense.

Il est à noter que, dans l'ensemble, la mobilisation des interlocuteurs pour les enquêtes n'a pas posé de problèmes majeurs. Il n'a, en revanche, pas toujours été possible de mobiliser les personnes clés pour les questions de formation au sein des établissements ciblés, à cause, par exemple, des périodes de congés de certains responsables d'organisation et de la disponibilité aléatoire des personnes pour rencontrer le consultant ou l'un de ses enquêteurs. Néanmoins, les différents entretiens ont permis d'alimenter les indicateurs les plus importants des deux questionnaires.

<sup>9</sup> Cf. le rapport d'étude disponible sur le site du réseau FAR.